



Les élus villeurbannais versent de l'argent public aux adversaires de la République.

Comme chaque année, le conseil municipal de Villeurbanne devait se prononcer lundi 10 octobre sur l'attribution de subventions aux acteurs de la politique de la ville et plus particulièrement pour renforcer l'accès aux droits des populations en situation de précarité.

L'intention est louable. La solution, elle, ne l'est pas du tout.

En effet, l'association choisie par la majorité municipale qui regroupe PS, LFI, EELV, PC et PRG pour mener à bien cette mission et à qui une subvention de 3 000 euros sera versée, n'est autre que la tristement célèbre Alliance citoyenne qui milite depuis des années pour le port du voile et l'autorisation du burkini dans les piscines. Ses militants avaient d'ailleurs déjà fait une tentative en 2019 et le maire d'alors avait su résister, lui. Hélas, depuis, les digues ont lâché et des élus qui se disent républicains financent avec des deniers publics ceux qui cherchent à déconstruire progressivement notre modèle républicain et laïque.

Il existe bien évidemment de nombreuses autres associations capables d'accompagner les populations en situation de précarité pour les aider, efficaces et pertinentes. Mais le maire de Villeurbanne a choisi Alliance citoyenne.

Il faut se souvenir qu'en juin déjà, il avait tenté de faire voter une telle subvention mais avait renoncé face à la mobilisation, à laquelle Unité Laïque avait largement contribué, contre l'autorisation du burkini à Grenoble que revendiquait Alliance citoyenne. Le maire est donc pleinement conscient des valeurs portées par cette association. Mais il n'en a manifestement que faire, au mépris de l'histoire de la ville de Villeurbanne qui s'est bâtie au fil du 20^{ème} siècle sur les principes rassembleurs de la République laïque, qui ont permis aux immigrations successives de s'intégrer et de vivre en citoyens français sur ce territoire.